



Défense européenne

La lettre d'EuroDéfense-France

BP 44 - 00445 ARMEES - Tél / Fax 01 44 42 42 15 -

N°13 - Mars 2004

E-mail : eurodefense-France@wanadoo.fr

Directeur de la publication : Emile Blanc. Rédacteur en chef : Pierre Bayle.

Mme Alliot-Marie : la défense, moteur européen

La défense joue un rôle moteur dans la construction de l'Europe, a affirmé en substance le ministre français de la Défense, Michèle Alliot-Marie, dans son intervention le 2 février devant les auditeurs de la 56^e session nationale de l'IHEDN.

« Devenue une puissance, l'Europe doit approfondir et renforcer sa défense. L'année 2003, personne ne peut le contester, a ainsi permis de faire progresser l'Europe de la défense de manière spectaculaire.

➤ **L'Europe de la défense connaît des avancées institutionnelles et stratégiques**

Le dernier Conseil européen de Bruxelles, réuni en décembre 2003, a permis notamment :

- L'adoption de la stratégie européenne de sécurité, apportant ainsi la preuve que les Européens, autant par pragmatisme que par ambition, sont capables de définir une grille de lecture commune des défis de ce monde, afin de mieux garantir notre sécurité collective.

- La prise en compte du besoin avéré d'une cellule européenne de planification et de conduite des opérations. Cette démarche doit maintenant se concrétiser pour optimiser la capacité de gestion des crises de l'Union européenne.

- L'accord sur la création de l'Agence européenne du développement des capacités de défense, de la recherche, des acquisitions et de l'armement permettra de donner les impulsions politiques nécessaires à un processus capacitaire européen ambitieux et à la création d'une véritable Europe de l'armement.

(Suite page 2)

Une certaine vision de l'Agence Européenne

Le principe de la création de l'Agence est acquis. L'Equipe en charge de la définition de ses missions et de ses structures va se mettre au travail sous la direction de Nick Whitney et sous la responsabilité de Monsieur Solana. Il n'est pas interdit cependant de faire des propositions... Cette fiche constitue l'ébauche d'une "certaine vision" de l'organisme à définir et pourrait, une fois étoffée et finalisée, faire l'objet d'une communication d'EuroDéfense-France.

L'organisme à créer devra relever des instances politiques européennes et se positionner clairement comme le concepteur et l'acteur majeur de la politique industrielle de défense de l'Union. Son rattachement au futur Ministre des Affaires Etrangères Européennes serait probablement la meilleure garantie du rôle que jouera l'Agence dans la politique étrangère et de sécurité commune.

L'agence devra être en mesure de jouer un rôle contraignant vis-à-vis des Etats dans les domaines suivants :

- l'harmonisation des besoins et des calendriers d'équipement,
- la recherche des technologies clefs de l'autonomie de la défense européenne,
- la définition de programmes communs,
- la politique et les procédures d'acquisition au niveau de l'Union,
- la reconfiguration industrielle de la B I T D ,
- les règles d'engagement financier des parties prenantes aux programmes d'armement européens.

Elle sera notamment le catalyseur d'un marché européen des équipements de défense et le garant de la compétitivité technique et économique de la B I T D européenne.

(Suite page 2)

Déjà 10 ans

En 1994 Pierre Schwed fondait EuroDéfense autour d'une idée ambitieuse : rassembler un réseau européen pour réfléchir sur le concept de défense et de sécurité européenne.

10 ans après, cet objectif est atteint. 11 pays sont venus s'associer à notre initiative : Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Grande-Bretagne, Portugal, Autriche, Luxembourg, Grèce et Finlande. D'autres pays vont suivre.

Pour la France nous avons organisé à Paris, les 1^{ères} *Rencontres Internationales*, en 1995, *Rencontres* reprises ensuite par les diverses associations européennes.

En 2000, les VI^{èmes} *Rencontres* se sont tenues à nouveau à Paris sur le thème « Pour tenir notre place dans le monde de demain, quelle Europe de la défense ? ». Nous pouvons dire que ces manifestations ont connu chaque fois, un grand succès.

Les jeunes membres d'EuroDéfense ont également été à l'honneur lors des 1^{ère} *Rencontres des Jeunes européens* qui se sont tenues à Paris en 2002 et ce fut, une fois encore, une grande réussite.

Quant aux études et publications réalisées dans les différentes commissions nous rappellerons essentiellement nos propositions à la Convention sur l'avenir de l'Europe en 2002, l'analyse comparative des budgets de défense des pays européens en 2002/2003, l'étude en vue de la mise en place d'une structure de coopération en matière d'armement en 2003.

Pour 2004 nous allons approfondir nos réflexions sur les budgets de défense et sur l'agence européenne d'armement. Nous allons également nous intéresser à l'espace, véritable enjeu stratégique européen, ainsi qu' aux relations USA / France et enfin aux menaces actuelles et à leur prévention possible.

Ensemble nous contribuons donc au développement d'une identité européenne grâce aux actions et travaux entrepris par chacun d'entre nous. Je voulais vous dire un grand merci et vous associer à cet anniversaire car c'est à vous que l'on doit cette réussite.

A tous **BON ANNIVERSAIRE**

Michèle Alliot-Marie : la défense... (suite)

- La création d'une force de gendarmerie européenne, proposition française favorablement accueillie par nos partenaires, viendra compléter la gamme des moyens de gestion de crises aujourd'hui disponibles. Elle sera un outil précieux lors de la phase de transition entre les volets militaire et civil.

➤ Des avancées opérationnelles

- L'Union européenne a mené avec succès ses deux premières opérations militaires en 2003 – Concordia en Macédoine et Artémis en République Démocratique du Congo. Preuve s'il en est de notre engagement au service de la PESD, la France y était nation-cadre dans les deux cas. Concordia a achevé de stabiliser la Macédoine et a démontré que les arrangements de coopération (dits « Berlin Plus ») entre l'UE et l'OTAN fonctionnaient. Elle sera poursuivie cette année avec la relève par l'UE de la SFOR en Bosnie. Le succès d'Artémis a également impressionné les observateurs. Cette opération a démontré la capacité de l'UE à répondre rapidement à un appel des Nations Unies et à agir de manière autonome à des milliers de kilomètres de ses frontières.

➤ Des avancées industrielles

- La mise en place d'une défense européenne implique la préservation d'une industrie autonome et compétitive, à même de répondre à ses besoins en matière d'équipement. De grands programmes majeurs se sont déjà concrétisés dans le domaine de l'armement. J'ai déjà évoqué le programme commun d'avion de transport militaire A400M, qui fournira à sept Etats une capacité de projection de premier plan. La France et cinq de ses partenaires se sont engagés dans une coopération sur le développement du missile Meteor. L'extension du programme Tigre à l'Espagne est un autre succès majeur de 2003. Pour le programme de démonstrateur d'avion de combat sans pilote UCAV, que j'avais lancé au dernier salon du Bourget, nous pouvons aujourd'hui compter sur la participation de la Suède et de la Grèce.

Le développement de la politique européenne de sécurité et de défense est primordial pour faire de l'Union Européenne un acteur écouté et respecté des relations internationales. Le renforcement des capacités de défense européennes, loin de marquer une volonté de concurrence envers l'OTAN, profitera à l'Alliance atlantique. »

Une certaine vision de l'Agence... (suite)

L'équipe la constituant devra être pluridisciplinaire et rassembler des personnels de haut niveau de l'Etat-Major Européen, des responsables des organismes de recherche et technologie, des directeurs de programmes de l'O C C A R et des Directeurs des Services d'acquisition des Etats membres. Les représentants à haut niveau des grands groupes industriels européens devraient y être associés, notamment dans les aspects recherche, conduite des programmes et maintenance.

L'expérience française des OCO-ASF, fondée sur des équipes mixtes officiers-Ingénieurs pourrait être mise à profit dans la définition de la structure et de la nature des personnels à affecter à la future agence.

L'élaboration d'un PP 30 Européen constitue en effet l'un des volets des responsabilités que devra assumer l'Agence. Reposant sur une large prospective des menaces susceptibles d'affecter l'Europe sur le long terme, ainsi que des technologies capables d'y répondre et de conserver la supériorité dans un conflit, l'élaboration d'un plan prospectif précisant les besoins opérationnels, les calendriers et les moyens techniques susceptibles d'y répondre pourrait utilement trouver sa place dans la future agence.

Il faut souligner toutefois que le spectre des responsabilités de celle-ci devra dépasser largement ce seul aspect d'une planification européenne des besoins et des programmes qui en découleraient. On ne saurait en effet négliger les besoins en personnels compétents dans la conduite même des programmes, la passation de contrats, et surtout dans la conception et la conduite d'une politique industrielle de l'armement au niveau européen.

Ces quelques réflexions n'ont d'autre but que de tenter l'approche d'un concept susceptible d'être ensuite proposé et encouragé par le réseau des EuroDéfense. Merci de faire part de vos suggestions et réactions à cette première ébauche.

Général (cr) Jacques Favin-Lévêque

L'Europe et ses moyens de défense

Six Européens sur dix ont le sentiment de vivre dans un monde de plus en plus menaçant, dominé par le terrorisme international. C'est ce que révèle le 4^e Baromètre annuel sur « l'Europe et ses moyens de défense », réalisé par l'Institut Ipsos pour le groupe EADS du 14 au 22 novembre 2003, auprès de 5.000 personnes en Allemagne, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni.

La moyenne est de 62% (de 51% en Espagne à 69% en Italie, avec 58% en France, 62% en Allemagne et 64% au Royaume Uni). Parmi les menaces, le terrorisme reste loin en tête (71%), devant les armes de destruction massive (64%), la montée des extrémismes (62%), le déséquilibre riches/pauvres (49%) et les conflits pour les richesses naturelles (46%).

Dans ce contexte menaçant, les Européens justifient amplement le droit des forces armées de leur pays à intervenir dans les situations les plus diverses : catastrophes naturelles (95%), défense du territoire (91), maintien ou rétablissement de la paix dans un cadre ONU (82), protection des ressortissants (79), lutte contre le terrorisme (79), interposition en cas de guerre civile (78) et agression contre un pays UE ou OTAN (66).

Fait remarquable, jamais le souhait de voir l'Europe capable d'intervenir militairement indépendamment des Etats-Unis n'a été aussi fort : 78% en moyenne (Allemagne 84, France 81, UK 79, Espagne et Italie 71), très loin au devant de leurs gouvernements respectifs.

Logiquement, les Européens sont donc très favorables à la construction d'une politique européenne de défense commune (82%, avec un pic remarquable en Allemagne à 90%). Et souhaitent en conséquence se doter des moyens d'une telle politique :

- Une industrie d'équipement et de technologie de défense efficace apparaît comme un des moyens de cette politique pour 81% d'entre eux (Allemagne 89, UK 83, Italie 80, France 78, Espagne 72).
- Une politique commune de développement et d'achat reste souhaitée par 73% des Européens, dont encore une fois les Allemands en tête (87%), devant l'Italie (79), la France (72), l'Espagne (62) et le Royaume Uni (57).
- Une agence européenne de défense est désirée par 81%, avec la France (91%) et l'Allemagne (89) en tête devant l'Italie (84), l'Espagne (76) et le Royaume Uni (60).

Enfin les partisans d'une augmentation des dépenses consacrées à la technologie et aux équipements de défense sont plus nombreux que ceux qui en souhaitent une diminution, soit 28% (contre 18% en baisse et 48% sans changement), avec cette fois le Royaume Uni en tête (47% en hausse), devant l'Italie (28), la France (26), l'Espagne (24) et l'Allemagne (16).

Pierre Bayle

European Defence Vision

Un nouveau bulletin trimestriel est proposé par l'Association des auditeurs et cadres des sessions européennes de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (AAE IHEDN). Sous le titre bilingue « **European Defence Vision – Vision de la Défense Européenne** », cette lettre est destinée à ceux qui s'intéressent à la politique de défense en Europe et, tout particulièrement, à tous les auditeurs des sessions européennes de l'IHEDN, nous explique dans son premier éditorial notre camarade Colin Cameron, président de l'AAE IHEDN. Ces personnalités, dont le nombre avoisine aujourd'hui les 450, ont suivi l'une des neuf sessions européennes de l'IHEDN à Paris, dont la première en 1988 et la plus récente en 2002, et sont issus de 34 pays différents.

Publié sur papier, ce bulletin sera accessible sur Internet (www.ihedn.fr), offrant des articles en anglais, français et une troisième langue qui variera d'un numéro à l'autre – l'Italien inaugure la série.

Co-préfacé par le général de Zuchowicz, directeur de l'IHEDN, ce premier numéro est consacré aux résultats de la Convention sur l'avenir de l'Europe en matière de politique européenne de sécurité et de défense. Des points de vue différents, en version originale, sont présentés par Antonio Missiroli, Gilles Pernet et Jolyon Howorth.

AAE IHEDN : 43 av du Président Wilson 75116Paris
e-mail : ccaballero@assembly.weu.int

EuroDéfense-France en 2004 Qui sommes nous ?

Le Président d'honneur-fondateur Pierre Schwed a créé, en 1994, EuroDéfense-France avec le concours de plusieurs personnalités du monde diplomatique et de la défense.

L'Assemblée générale du 3 mars 1997 a prévu, à l'occasion d'un changement des statuts, la création de membres d'honneur, de membres bienfaiteurs et de membres actifs.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de 2001 EuroDéfense-France s'ouvrait aux personnes morales (partenaires actifs et associés, membres bienfaiteurs).

Aujourd'hui notre association compte **188 membres dont 8 personnes morales**.

Les origines de nos membres sont diverses et contribuent à notre richesse : 7 députés et sénateurs, 60 membres viennent du Ministère de la Défense : 43 officiers généraux et officiers supérieurs, 14 ingénieurs généraux de l'armement et 3 civils, 19 hauts fonctionnaires hors défense, 44 représentants du monde industriel et commercial, 28 exercent une profession libérale, 4 sont diplomates, 10 universitaires, 7 jeunes et 9 d'horizons divers.

L'avenir de notre association repose sur ses membres. Il convient à chacun d'entre nous d'augmenter son rayonnement afin d'encourager d'autres personnalités à rejoindre nos activités.

Michel LAFFAILLE
Délégué d'EuroDéfense-France

COMMISSIONS

– Commission de Politique Générale : Les relations Europe / Etats-Unis/ OTAN

La Commission de Politique Générale s'est réunie fin 2003 pour étudier avec Nicolas Bronard, de la Délégation aux Affaires Stratégiques, les menaces et la prévention des crises, l'évolution du contexte stratégique. Elle a, en début d'année, avec le Professeur Cogan de l'Université de Harvard, approfondi les relations Europe-USA et la façon de les rendre les plus harmonieuses. Elle étudie le 25 mars, avec le capitaine de vaisseau Pancrazy, quel pourrait être un partage de capacités entre l'OTAN et les Etats-Unis, voire entre l'OTAN, l'U.E. et les Etats-Unis.

1/ Que veulent les Etats-Unis ? - Action unilatérale lorsqu'ils estiment que leur sécurité est en jeu, mais prise de conscience de difficultés à tout gérer tout seul (ex : gestion globale en Irak, capacités nationales non extensibles pour gérer plusieurs crises simultanément),

- toutefois plus d'opérations "en premier" avec l'OTAN (retour d'expérience US de l'opération de l'OTAN au Kosovo),
- l'OTAN doit donc se transformer pour être en mesure de fournir des forces capables de participer à des opérations sous commandement US et pour faire des opérations de maintien de la paix ou de reconstruction après l'intervention en premier d'une coalition sous commandement US.

2/ Quelles sont les capacités actuelles de l'OTAN ? - globalement les capacités des Alliés européens sont insuffisantes (ex : l'Afghanistan). Transformation capacitaire en cours mais difficultés car il s'agit pour la plupart des forces armées européennes de remises en question en profondeur (d'où difficultés d'ordre politique et budgétaire notamment). Elargissement en cours conduisant à une augmentation du nombre des pays "atlantistes" sans pour autant accroître les capacités militaires de l'Alliance, mais question de l'interopérabilité des armées européennes avec celle des Etats-Unis.

3/ Rôle de l'OTAN à l'avenir ? - L'OTAN a-t-elle vocation à intervenir partout dans le Monde ? la question du hors zone est rendue obsolète par la présence de l'OTAN en Afghanistan. La question est aujourd'hui : les intérêts collectifs des Alliés sont-ils en jeu ? L'OTAN a-t-elle vocation à être compétente dans l'ensemble des domaines de la gestion de crise ? (retour d'expérience de la guerre en Irak, Union européenne en Bosnie-Herzégovine). Place de l'OTAN et de l'UE dans la gestion de crise : aspects géographique et fonctionnel

4/ Conclusion – Actuellement, un partage des tâches de fait, subi par les Européens, entre les Etats-Unis et l'OTAN, mais il ne peut y avoir de subordination de l'OTAN aux Américains dans les opérations (Afghanistan aujourd'hui, Irak demain),

- L'OTAN évolue vers une organisation plus politique et capacitaire qu'opérationnelle,

- l'UE devient un acteur à part entière dans la gestion de crise et la question est devenue ; rôle respectif des Etats-Unis, de l'OTAN et de l'UE.

Guy PETIBON

– Commission Industrie : petit-déjeuner le 23 janvier 2004 avec l'IGA Pétré

Succès pour le petit-déjeuner débat organisé le 23 janvier 2004 par la commission Industrie avec l'IGA Pétré, non seulement comme participation mais pour l'intérêt de l'intervention et du débat qui a suivi.

Présentation de la Direction des Systèmes de forces et de la Prospective :

Mise au point du PP 30 (réflexion sur la mise en place d'un PP 30 commun à tous les pays de la Lol).

R&T : études amont actuellement financées à hauteur de 500 millions € par an. Objectif : 700 M € / an.

Démonstrateurs technologiques tels que l'UCAV pour lequel a été mise en place une nouvelle démarche : c'est l'industrie qui cherche un partenaire dont l'Etat peut amener des financements, la DGA apporte seulement le financement, pas de mise en place de groupe de travail, il y a une dynamique industrielle, 2 pays ont rejoint la France : la Suède et la Grèce : succès.

L'Agence européenne :

Au carrefour entre la France (administration qui fonctionne, industrie qui marche, financements ==> même ambition pour l'Europe), l'Allemagne (administration qui fonctionne, mais pas de financements) et la Grande-Bretagne (administration qui fonctionne moins bien, industrie moins performante, mais financements), l'Agence doit être une force de proposition.

Il faut capter les financements des petits pays mais ces derniers achètent américain ==> budgets modestes.

Actuellement 70 M € de contrats sont passés par la Cellule Recherche de l'UEO avec des modes de passation souples permettant de ne pas avoir de difficultés en ce qui concerne les IPR ==> possibilité de suivre ce modèle pour l'Agence.

Mise en place de comités des chefs d'Etat-Major et des DNA pour contrôler l'Agence.

Avantages de la Commission européenne : vision européenne, financement de tous les pays, pas de juste retour.

La Recherche :

Le Gap technologique avec les Etats-Unis n'existe pas. Les Etats-Unis ont une position de supériorité technologique : ils veulent maîtriser tous les domaines. Or, en France, les recherches sont orientées en fonction des besoins prévisibles. La